



MARCHE DE « PRESTATIONS INTELLECTUELLES »

PRESTATIONS DE CONSEIL, ASSISTANCE ET REPRESENTATION EN JUSTICE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Accord-cadre à procédure adaptée soumis aux dispositions des articles L 2123-1,
R 2123-1 3°, R2162-1 à R2162-14 du Code de la commande publique

Références : M 2025/21

1. Présentation du marché et contexte d'intervention	4
1.1 Objet du marché	4
1.2 Allotissement	6
1.3 Forme et durée du Marché	6
1.4 Présentation des parties	7
2. Pièces constitutives du marche	7
2.1. Documents particuliers	7
2.2. Documents généraux	7
3. Groupement d'opérateurs économiques et sous-traitance	7
3.1. Groupement d'opérateurs économiques	7
3.2. Sous-traitance	8
4. Conditions d'exécution du marche	8
4.1. Définition des prestations	8
4.2. Modalités d'exécution	9
4.3. Bons de commande	10
5. Confidentialité et propriété intellectuelle	11
5.1. Confidentialité	11
5.2. Protection des données à caractère personnel	11
6. Propriété intellectuelle	11
7. Opérations de vérification et d'admission des prestations	11
7.1. Opérations de vérification	11
7.2. Admission	11
8. Prix – variation dans les prix – règlement des comptes	12
8.1. Nature des prix	12
8.2. Variation des prix	12
8.3. Règlement des comptes	12
8.4. Paiement	12
8.5. Intérêts moratoires	13
9. Délais d'exécution	13
10. Pénalités pour retard	13
10.1. Généralités	13
10.2. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations	14
10.3. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité :	14
10.4. Pénalités pour absence lors d'une réunion	14
10.5. Pénalités pour retard dans la transmission des pièces liées au contrat	14
10.6. Pénalités pour inexécution des prestations	14

11. Nantissement- cession de créance	15
12. Résiliation - mesures coercitives	15
13. Attestations et déclarations à remettre par le candidat	15
13.1. Attestation d'assurance	15
13.2. Garantie Financière - Assurance	15
13.3. Code du travail	15
14. Dérogations aux documents généraux	16
15. Annexes	16
Annexe 1- Règles relatives à la protection des données personnelles	17
1. Description du traitement de données à caractère personnel	17
2. Obligations du titulaire	17
3. Obligations de l'acheteur	20
Annexe 2 – Modèle de présentation de facture	21

1. PRESENTATION DU MARCHÉ ET CONTEXTE D'INTERVENTION

1.1 OBJET DU MARCHÉ

L'Etablissement Public Foncier d'Occitanie, établissement public à caractère industriel et commercial de l'État, a été créé par décret du 2 juillet 2008, modifié par décrets du 29 décembre 2014, du 05 mai 2017, 30 mars 2020 et 17 mars 2025. Il est habilité à intervenir sur les 13 départements de la région Occitanie (à l'exception des périmètres des trois EPF locaux du Tarn, Montauban et Toulouse).

Conformément aux dispositions de l'article L. 321-1 du code de l'urbanisme, l'EPF a compétence pour procéder à toutes les acquisitions foncières et immobilières de nature à faciliter l'utilisation et l'aménagement ultérieur des biens acquis. Il peut aussi effectuer les études et travaux nécessaires à leur accomplissement et, le cas échéant, participer à leur financement.

Ces missions peuvent être réalisées par l'EPF soit pour son compte ou celui de l'État et de ses établissements publics, soit pour celui des collectivités territoriales, de leurs groupements, ou de leurs établissements publics en application de conventions foncières passées avec eux. En application de l'article L. 321-1 précité, l'EPF doit mettre en place des stratégies foncières afin de mobiliser du foncier et de favoriser le développement durable et la lutte contre l'étalement urbain.

Ces stratégies doivent contribuer :

- à la réalisation de logements, notamment de logements sociaux, en tenant compte des objectifs définis par les programmes locaux de l'habitat ;
- au développement économique au titre du rayonnement régional dans le cadre notamment de la requalification des secteurs d'activités existants et de la reconversion de friches industrielles ;
- et, à titre subsidiaire, à la politique de protection contre les risques technologiques et naturels et à la préservation des espaces naturels et agricoles en coopération avec les organismes compétents.

Ces objectifs sont repris par le programme pluriannuel d'interventions (PPI) 2024-2028 approuvé par le conseil d'administration de l'EPF, et répartis en 3 axes définis comme suit :

- Axe 1 : « Produire et réhabiliter des logements répondant aux besoins des territoires » : au moins 70% des moyens financiers de l'EPF sont consacrés à cet objectif dont 85% minimum attachés au renouvellement urbain, recyclage foncier ou densification des dents creuses ;
- Axe 2 : « Conforter l'attractivité de la région et de ses territoires » : au moins 20% des moyens financiers de l'EPF sont consacrés à cet objectif dont 85% consacrés aux opérations de restructuration de zones économiques existantes ou bien de recyclage de fonciers dédiés à d'autres usages
- Axe 3 : « Contribuer à la résilience des territoires, à la prévention des risques et à la préservation de l'environnement » : au plus 10% des moyens financiers de l'EPF sont consacrés à cet objectif.

La mission première de l'EPF est une mission d'acquisition et de portage foncier des biens (nus ou bâtis) nécessaires à la mise en œuvre du projet porté par la collectivité. Les biens peuvent être portés par l'EPF pendant plusieurs années (et jusqu'à 13 ans, voire 20 ans dans certains cas) puis sont cédés à la collectivité ou son opérateur au prix de revient et sans frais d'intervention. L'intervention de l'EPF s'inscrit dans le cadre de conventions passées avec les collectivités et établissements publics porteur d'un projet d'aménagement.

La convention foncière constitue donc la base juridique de l'intervention de l'EPF et l'entrée première en matière de suivi puisqu'elle détermine :

- un périmètre donné avec l'ensemble des comptes de propriété concernés
- une durée de portage
- une enveloppe financière dont il faut suivre la consommation en engagement et en dépense
- un partenaire garantie de rachat à qui il faut rendre des comptes annuellement

L'EPF acquiert, porte, gère et enfin cède des biens de natures diverses :

- biens bâtis tels que des friches, des maisons individuelles, des lots de copropriété, des immeubles entiers, des locaux commerciaux, des locaux d'activités industrielles ou commerciales ;
- terrains non bâtis en secteur naturels, péri-urbains et urbains.

Ces biens peuvent être libres ou occupés (baux d'habitation, commerciaux, professionnels, baux dérogatoires ou conventions d'occupation précaires), en bon ou mauvais état, à démolir, avec des travaux de mise en sécurité et/ou de confortement à prévoir...

L'action foncière de l'établissement s'inscrit dans le cadre de procédures administratives et juridiques nourrissant un contentieux croissant, en particulier dans le domaine de la préemption et de l'expropriation.

Par ailleurs, l'objectif de préserver les espaces agricoles et naturels, implique une mobilisation plus importante de l'action de l'EPF sur un foncier dont les techniques et procédures juridiques à mettre en œuvre pour en assurer la maîtrise s'avèrent bien plus complexe (friches industrielles, copropriétés dégradées, centres anciens...).

L'EPF fait face à un volume croissant de procédures de maîtrise foncière diligentées sur un foncier de plus en plus complexe (ensembles bâtis avec exploitation commerciale, copropriétés dégradées, friches industrielles, biens exposés à des risques naturels et technologiques...) et sujet à problématiques juridiques et contentieux. Dans ce cadre, l'établissement souhaite disposer de marchés de conseil, d'assistance juridique et de représentation légale pour sécuriser son activité et assurer sa défense.

Cette croissance d'activité a également pour corolaire une augmentation des effectifs et implique de sécuriser et d'accompagner, la fonction RH.

Il est précisé que les besoins en matière conseil et de représentation en justice en matière de droit public et droit de l'urbanisme font l'objet d'une procédure adaptée spécifique.

Le présent marché est destiné à couvrir les matières suivantes :

- ✓ Les contrats et marchés publics ;
- ✓ Le droit de la copropriété ;
- ✓ Le droit immobilier, droit des obligations ;
- ✓ Le droit fiscal, en particulier la fiscalité immobilière
- ✓ Le droit des sociétés ;
- ✓ Le droit de l'environnement ;
- ✓ Le droit des assurances.

1.2 ALLOTISSEMENT

Les prestations sont décomposées en 9 lots :

- Lot 1 : assistance, conseil juridique et représentation en justice en matière de commande et contrats publics ;
- Lot 2 : assistance, conseil juridique et représentation en justice en matière de droit de la copropriété ;
- Lot 3 : assistance, conseil juridique et représentation en justice en matière de droit immobilier et droit des obligations, droits des baux ;
- Lot 4 : assistance, conseil juridique et représentation en justice en matière de droit fiscal ;
- Lot 5 : assistance, conseil juridique et représentation en justice en matière de droit des sociétés ;
- Lot 6 : assistance, conseil juridique et représentation en justice en matière de droit de l'environnement ;
- Lot 7 : assistance, conseil juridique et représentation en justice en matière de droit des assurances ;

1.3 FORME ET DUREE DU MARCHÉ

- **Forme du marché**

Chacun des lots constitue un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire conformément aux dispositions des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique. Les marchés sont conclus conformément à l'article R2162-4 2° du code précité, sans indication de montant minimum et dans la limite d'un montant maximum de commande fixé comme suit :

- Lot 1 : assistance, conseil juridique et représentation en justice en matière de commande et de contrats publics : **60 000 € HT**
- Lot 2 : assistance, conseil juridique et représentation en justice en matière de droit de la copropriété : **90 000 € HT**
- Lot 3 : assistance, conseil juridique et représentation en justice en matière de droit immobilier et droit des obligations, droits des baux (d'habitation et commerciaux notamment) : **80 000 € HT**
- Lot 4 : assistance, conseil juridique et représentation en justice en matière de droit fiscal : **40 000 € HT**
- Lot 5 : assistance, conseil juridique et représentation en justice en matière de droit des sociétés : **40 000 € HT**
- Lot 6 : assistance, conseil juridique et représentation en justice en matière de droit de l'environnement : **40 000 € HT**
- Lot 7 : assistance, conseil juridique et représentation en justice en matière de droit des assurances : **20 000 € HT**

- **Durée**

Chaque lot donne lieu à l'attribution d'un marché conclu pour une durée courant de la date de sa notification jusqu'au 31 décembre 2026. Le marché sera reconduit tacitement par période annuelle sans pouvoir excéder l'échéance du 31 décembre 2028. En cas de non reconduction du marché, le pouvoir adjudicateur en informera le prestataire par lettre notifiée en LRAR au plus tard 1 mois avant la date d'anniversaire du marché.

1.4 PRESENTATION DES PARTIES

Représentant(s) de l'EPF d'Occitanie :

Madame Sophie Lafenêtre, directrice générale, est la représentante légale du pouvoir adjudicateur.

L'EPF d'Occitanie désignera dans chaque bon de commande le juriste en charge du dossier et à qui le prestataire remettra les pièces concrétisant l'avancement de sa prestation ainsi que celles se rapportant à leur facturation. Ce correspondant sera également en charge des opérations de vérifications définies par l'article 4.5 ci-après.

Représentant le titulaire du présent contrat :

Il sera désigné au sein du cabinet retenu un interlocuteur privilégié pour répondre aux sollicitations de l'EPF d'Occitanie. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, un autre associé ou collaborateur devra pouvoir répondre au pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais.

2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.1. DOCUMENTS PARTICULIERS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le présent marché est constitué des pièces suivantes :

- 1°) l'acte d'engagement et son annexe financière (bordereau des prix unitaires) ;
- 2°) le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- 3°) le mémoire technique du prestataire ;

En cas de divergence entre deux ou plusieurs pièces particulières du marché, ce sont les indications de la pièce portant le numéro d'ordre le moins élevé qui ont priorité. L'exemplaire original de l'acte d'engagement, du C.C.P. et des annexes conservés dans les archives de l'EPF font seuls foi.

2.2. DOCUMENTS GENERAUX

Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (publié au JORF n° 0078 du 1^{er} avril 2021).

3. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES ET SOUS-TRAITANCE

3.1. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Il est fait application de l'article 3.5 du CCAG- PI.

3.2. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire d'un marché de services est habilité à sous - traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour les prestations égales ou supérieures à 600 € TTC.

Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par la personne publique.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant et les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché. Pour ce faire, le sous-traitant doit fournir :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une attestation du sous-traitant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- Une attestation du sous-traitant précisant s'il renonce ou pas au paiement de l'avance.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux torts du titulaire du marché.

4. CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

4.1. DEFINITION DES PRESTATIONS

Les domaines d'expertise ont été décomposés en 7 lots, constituant chacun une spécialité juridique ou un ensemble cohérent. Les problématiques à traiter sont identifiées dans le descriptif des lots. Toutefois, le prestataire pourra être sollicité sur des questions n'ayant pu être identifiées à ce jour dans le lot dont il est titulaire mais relevant néanmoins de sa spécialité.

- ***Lot 1 : conseil, assistance juridique et représentation légale en matière de commande et contrats publics ;***

Le titulaire du marché apportera son expertise juridique sur toute question relative à la passation ou à l'exécution des contrats de la commande publique (marchés publics et concessions) et représentera l'EPF d'Occitanie en cas de contentieux (référés, recours de plein contentieux etc.). Le concours du prestataire pourra notamment être requis pour tout conseil en matière de montage contractuel pouvant relever ou non du Code de la commande publique impliquant notamment une procédure de mise en concurrence (ex : contrats relatifs à l'occupation de la propriété privée des personnes publiques, cession avec charges...). Une expertise pourra également être demandée concernant les conventions d'intervention foncière de l'établissement et leur mode d'exécution résiliation ou encore tout contentieux en lien avec ces contrats.

- ***Lot 2 : assistance, conseil juridique et représentation en justice en matière de droit de la copropriété ;***

Le titulaire du marché sera sollicité sur toute problématique en lien avec le droit de la copropriété, notamment les procédures mises en œuvre en vue d'assurer le redressement des copropriétés en difficultés (constat de carence, désignation d'administrateur...).

- ***Lot 3 : assistance, conseil juridique et représentation en justice en matière de droit immobilier et droit des obligations, droits des baux***

Le titulaire du marché apportera à l'EPF d'Occitanie une expertise sur toutes questions juridiques ou procédures judiciaires en matière de droit immobilier et des obligations dans le cadre des acquisitions

ou des cessions réalisées par l'EPF d'Occitanie (promesses de vente, pacte de préférence, action en exécution forcée de vente, cession d'usufruit, etc.). Le prestataire pourra également être sollicité aux fins d'expertiser ou rédiger des baux à usage d'habitation, baux commerciaux...

- **Lot 4 : assistance, conseil juridique et représentation en justice en matière de droit fiscal ;**

Dans le cadre de ce lot, le titulaire du marché sera sollicité pour toute question relative à la fiscalité des établissements publics à caractère industriel et commercial et sur les opérations foncières et immobilières de l'EPF et l'exercice courant de ses missions (TVA, taxe sur les logements vacants..)

- **Lot 5 : assistance, conseil juridique et représentation en justice en matière de droit des sociétés ;**

Le candidat retenu apportera à l'EPF d'Occitanie une expertise sur toute procédure visant notamment :

- A la création de filiales ;
- A la prise de participation au capital d'une société existante ou à créer ;

Et sur toute problématique connexe ou associée.

- **Lot 6 : conseil, assistance juridique et représentation légale en matière de droit de l'environnement ;**

Le titulaire du marché apportera à l'EPF d'Occitanie une expertise juridique et assurera au besoin sa représentation devant les juridictions compétentes, en matière de droit de l'environnement et notamment sur toute question relative :

- aux sites et sols pollués (servitudes pouvant être instaurées, préconisations en cas d'acquisition de sites ayant accueilli une ICPE ...;
- les problématiques « déchets », loi sur l'Eau (IOTA),
- la prévention des risques naturels et technologiques ,
- la protection et l'aménagement du littoral...

- **Lot 7 : conseil, assistance juridique et représentation légale en matière de droit des assurances ;**

Le cabinet retenu dans le cadre de ce lot apporte conseil et expertise à l'EPF sur les contrats d'assurance de l'établissement en cours à la date de conclusion du présent marché (responsabilité civile, flotte automobile) et le cas échéant à venir (assurance dommages aux biens – l'EPF étant en situation d'auto-assurance depuis le 1^{er} juillet 2024 – responsabilité civiles des dirigeants...).

Le titulaire du marché représentera également l'EPF en cas de litige l'opposant à un assureur, notamment dans le cadre de procédure d'indemnisation de sinistres.

- **Prestations de formation juridique**

Pour chacun des lots précités, le prestataire pourra être sollicité en vue d'assurer des formations spécifiques au sein de l'EPF au profit de son personnel sur les matières relevant de son marché. Dans ce cadre, et sur la base d'un descriptif des objectifs de formations poursuivis, du public concerné et durée de formation souhaitée présentée par l'acheteur public, le titulaire du marché présentera un devis avec un plan de formation associé. Après validation et ajustement éventuels dans le cadre d'un travail itératif, la formation fera l'objet d'un bon de commande émis par l'acheteur public, arrêtant définitivement le plan de formation, la date, les lieux et le nombre de participants.

4.2. MODALITES D'EXECUTION

Pour toute consultation et prestation de représentation en justice, le présent marché s'exécute dans le cadre de bons de commande émis au fur et à mesure de la survenance des besoins.

- ✓ Pour chaque mission, le représentant de l'EPF d'Occitanie soumet au titulaire, dans un premier temps sans formalisme particulier, les éléments principaux de la question, accompagnés des

documents et informations dont il dispose pour la bonne compréhension et/ou réalisation de la prestation. Il précise le délai (délai maximum) laissé au prestataire et la forme de la réponse qu'il souhaite obtenir.

Sur cette base, le titulaire **établit dans un délai maximum de 5 jours ouvrés (24 heures en cas d'urgence signalée) une proposition d'honoraires précisant :**

- le nombre d'heures et/ou de jours de travail qu'il estime nécessaire ;
- le détail des honoraires dans les conditions tarifaires prévues au bordereau des prix du marché ;
- la composition de l'équipe dédiée à la mission ;
- le montant estimé des débours, si la procédure implique de recourir à des prestataires tiers pour l'accomplissement de certaines diligences (notamment frais de commissaires de justice).

L'EPF d'Occitanie, après examen de la proposition d'honoraires et, le cas échéant amendement en accord avec le titulaire, établit un bon de commande agréant les conditions matérielles et financières d'exécution de la prestation.

Lesdites prestations font, dès lors, l'objet d'un prix forfaitaire, ferme et définitif, et ne pourront donner lieu à aucun complément d'honoraires, sauf cas de nouvelles demandes émanant de l'EPF.

✓ En cas de recours formé contre une décision de l'EPF relative à une des matières du présent marché, le cabinet retenu procèdera à la rédaction des mémoires et actes de procédures nécessaires dans les délais impartis et représentera l'EPF devant la juridiction compétente.

Un bon de commande sera établi préalablement à la rédaction de chaque type de mémoire (mémoire introductif d'instance, mémoire en réplique...). Il en sera de même pour les requêtes à l'initiative de l'établissement.

Le projet de mémoire ou de requête devra être soumis pour validation au juriste en charge du dossier. Le mémoire validé par l'EPF est déposé par le prestataire au greffe de la juridiction compétente en nombre d'exemplaires suffisant ou suivant les règles de télétransmission applicables. Une copie du mémoire ou de la requête déposé(e) est adressée par courriel au juriste de l'EPF d'Occitanie.

4.3. BONS DE COMMANDE

Chaque bon de commande précisera :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la référence de l'affaire confiée ;
- le type de mission ;
- les délais d'exécution (date exigée de remise des prestations) ;
- le cas échéant le lieu d'exécution des prestations (en cas de réunion notamment) ;
- les montants HT et TTC de la commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour du marché et pourront s'exécuter dans un délai maximum de trois mois après cette échéance en ce qui concerne les consultations juridiques et formations.

S'agissant du contentieux et de la représentation légale, la prestation se poursuivra au-delà de la date d'échéance du marché jusqu'à l'obtention d'une décision de justice pour l'instance en cours, voire d'une décision définitive s'il était jugé nécessaire dans l'intérêt de l'EPF, de poursuivre la

représentation de l'établissement avec le même conseil. Dès lors, ces prestations feront l'objet d'une convention d'honoraires sur la base des tarifs du marché.

L'EPF d'Occitanie est soumis à la comptabilité publique et notamment au décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (dit « décret GBCP »). A ce titre, et en tout état de cause, aucune prestation ne peut être exécutée pour son compte sans commande préalablement notifiée par les services de l'EPF au titulaire du marché.

5. CONFIDENTIALITE ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

5.1. CONFIDENTIALITE

Il sera fait application de l'article 5 du CCAG- PI. En cas de violation de l'obligation de confidentialité, l'EPF d'Occitanie se réserve le droit de résilier le présent marché sans mise en demeure préalable, conformément aux dispositions de l'article 39.2 du CCAG-PI.

5.2. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Pour la protection des données, le titulaire du marché ou son sous-traitant devront respecter les dispositions prévues à l'article 5.2 du CCAG PI en annexe 1 du présent CCP.

Le titulaire et l'EPF qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

6. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les informations confidentielles transmises au titulaire demeurent la propriété de l'EPF.

L'utilisation des résultats, réalisés dans le cadre des prestations du présent marché, sera soumise aux dispositions du chapitre 6 du CCAG-PI.

7. OPERATIONS DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS

7.1. OPERATIONS DE VERIFICATION

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG- PI, les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par l'EPF d'Occitanie **dans un délai de huit jours ouvrés maximum** à compter de la réception des actes, notes, mémoires établis par le conseil suite à sa demande.

7.2. ADMISSION

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend une décision expresse :

- d'admission avec ou sans réfaction du prix,
- d'ajournement,
- ou de rejet.

En cas de rejet ou d'ajournement des prestations, le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour remettre une prestation conforme aux demandes et observations de l'EPF d'Occitanie. Le délai de remise des prestations amendées sera fixé par l'EPF d'Occitanie et déterminé en fonction de la complexité et l'urgence de la demande.

L'admission sera prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur habilité à cet effet dans un délai de cinq jours ouvrés maximum.

8. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

8.1. NATURE DES PRIX

Le présent marché est conclu à **prix unitaires** définis dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement pour toute consultation approfondie, représentation en justice et formations. Toutefois **ces prix unitaires seront forfaitisés dans le bon de commande** relatif à chaque prestation. Les prix forfaitaires du bons de commande sont réputés comprendre tous les frais afférents à la mission (préparation et participation aux réunions, matériels, frais de déplacements, reprographie, etc.).

8.2. VARIATION DES PRIX

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché, périodes de reconductions comprises.

8.3. REGLEMENT DES COMPTES

Les prestations sur bons de commande, donneront lieu à un règlement après attestation de service fait en application des règles de la comptabilité publique.

8.4. PAIEMENT

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours conformément aux dispositions des articles R.2192-10 et suivants du Code de la commande publique.

Les factures sont présentées dans les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-PI et conformément aux dispositions des articles L. 2192-1 à du L. 2192-7 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du Code de la commande publique et transmises à l'EPF via le portail de facturation « Chorus Pro » à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les demandes de paiement comprendront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- **Le numéro du marché et du bon de commande (impératif sous peine de retour de la facture) ;**
- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées ;
- Le prix de la prestation conformément au montant du bon de commande et du bordereau des prix unitaires ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- Le montant total TTC des prestations admises ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- **Le montant des débours, accompagnées des copies des factures justificatives ;**
- La date de facturation.

Le non-respect des dispositions précisées ci-dessus entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date ainsi que la suspension du délai de paiement (articles R. 2192-27 et R.2192-28 du Code de la commande publique).

Afin d'éviter tout rejet de facture lié à la présentation des factures, le titulaire du marché devra établir sa facture sur la base du modèle figurant en annexe du présent CCP ou, a minima, joindre ledit modèle complété à sa facture.

8.5. INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros et des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai.

Les intérêts moratoires sont calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises, mais ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires applicable est le taux de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

L'attention du titulaire est attirée sur les retards de paiement générés par son propre fait, notamment par carence à produire les pièces demandées nécessaires à la mise à jour du marché et / ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du titulaire :

- modification de la raison sociale ;
- modification et / ou absence de domiciliation bancaire ou postale ;
- retard dans le retour des documents transmis pour signature ;
- et plus généralement pour tout motif de retard imputable aux prestataires (retard dans la production des documents, erreur ou omission dans la facturation, facturation avant service fait...).

9. DELAIS D'EXECUTION

Pour toute autre demande, les délais d'exécution seront définis d'un commun accord entre les parties en fonction des délais inhérents à chaque type de procédure (référé, recours au fond...).

Tous les délais d'exécution seront précisés dans le bon de commande de la prestation.

Pour toute demande signalée comme présentant un caractère d'urgence, le titulaire du marché s'engage à répondre dans un délai maximum de 48h.

10. PENALITES POUR RETARD

10.1. GENERALITES

Les pénalités définies au présent CCP sont cumulables. Que les retards soient le fait du prestataire ou de l'un de ses sous-traitants, les pénalités seront retenues intégralement sur les sommes dues au prestataire. Les montants des pénalités définis au présent article s'entendent hors taxes et ne sont pas révisables. Le présent article déroge aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG- PI.

Par dérogation à l'article 14.1.2. du CCAG-PI le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20% du montant total des prestations (soit du montant forfaitaire soit du bon de commande), à l'exception des pénalités pour inexécution définies par l'article 10.5.

Par dérogation à l'article 14.1.3 le titulaire du marché ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1 000 €.

10.2. PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le retard pris dans la remise des documents et rapports par le prestataire ou son sous-traitant éventuel, fait l'objet d'une pénalité par jour calendaire de retard et sur simple constatation de ce retard. Le montant de cette pénalité journalière est arrêté comme suit :

Nature de la prestation	Délais contractuels d'exécution	Pénalité applicable par jour calendaire de retard
Présentation du devis en cas d'urgence	24h	150 €
Présentation du devis – hors urgence	5 jours ouvrés	100 €
Consultation ou requête à caractère urgent	48h	200 €
Rédaction de requêtes, mémoires, consultations juridiques ne présentant pas de caractère d'urgence	Délais définis dans le bon de commande	100 € les 4 premiers jours 150 € à partir du 5 ^{ème} jour

A défaut de production de devis et livrables de la part du cabinet sollicité dans les délais prescrits, les services de l'EPF se réserveront la possibilité, dans les 48h suivant l'échéance du délai de production, de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 27.1 du CCAG-PI.

10.3. PENALITES POUR VIOLATION DES OBLIGATIONS DE SECURITE OU DE CONFIDENTIALITE :

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1, du CCAG FCS et titulaire s'expose à une pénalité forfaitaire correspondant à 10 % du montant du bon de commande.

10.4. PENALITES POUR ABSENCE LORS D'UNE REUNION

Toute absence non justifiée à une réunion auquel le prestataire doit assister sera sanctionnée par une pénalité de CENT CINQUANTE EUROS (150 €).

10.5. PENALITES POUR RETARD DANS LA TRANSMISSION DES PIECES LIEES AU CONTRAT

Le dépassement des délais relatifs à la transmission de pièces administratives et financières liées au présent marché entraîne l'application d'une pénalité d'un montant égal à CENT EUROS (100 €) par jour calendaire de retard y compris pour ce qui concerne les attestations et déclarations aux assurances.

10.6. PENALITES POUR INEXECUTION DES PRESTATIONS

Sans préjudice de la faculté de résiliation ouverte à l'acheteur public et des droits à dommages et intérêts, toute prestation inexécutée entraînera l'application d'une pénalité forfaitaire représentant 50 % du montant de la prestation en cause, tel que fixé dans le bon de commande.

11. NANTISSEMENT- CESSION DE CREANCE

A l'attention de l'établissement de crédit auquel le prestataire ou l'un de ses sous-traitants viendraient à céder la partie du marché qu'ils exécutent, il est précisé que le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable désigné par le préfet de région.

Toutefois, tout courrier relatif à un nantissement ou une cession de créance doit être adressé au directeur administratif, financier et des systèmes d'informations de l'Établissement Public Foncier d'Occitanie – Parc Club du Millénaire – Bâtiment 19 – 1025 rue Henri Becquerel – 34000 Montpellier.

12. RESILIATION - MESURES COERCITIVES

Le présent marché peut faire l'objet d'une résiliation en vertu des prescriptions des articles 29 à 36 du CCAG-PI.

13. ATTESTATIONS ET DECLARATIONS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT

13.1. ATTESTATION D'ASSURANCE

Le prestataire doit justifier dans les huit jours de la notification du marché d'une assurance de responsabilité civile professionnelle garantissant les tiers en cas de dommages liés à l'exécution des prestations. Le prestataire sera tenu à tout moment de présenter ses polices d'assurances qui préciseront les qualifications professionnelles en cours de validité et rappelleront que tous avenants, modifications ou résiliations des polices seront signalées au maître d'ouvrage préalablement à leur entrée en vigueur.

Le prestataire devra exiger de ses sous-traitants éventuels les mêmes attestations d'assurance.

13.2. GARANTIE FINANCIERE - ASSURANCE

Le Titulaire devra justifier d'une garantie financière et d'une assurance, conformément aux règles posées par l'article 55 de la loi n°71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques.

13.3. CODE DU TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail. En application de l'article D. 8222-5 du code du travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés dans les conditions fixés à cet article.

En cas de non remise par le titulaire des documents susmentionnés, le pouvoir adjudicateur, après mise en demeure, notifiée par écrit et restée infructueuse, résilie le marché aux torts de celui-ci, sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 du code du travail.

14. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations suivantes sont apportées aux documents généraux :

Articles du CCP	Articles du CCAG PI
2.1 Documents Particuliers	4.1 Pièces contractuelles
5.1 Confidentialité	39.2 Résiliation pour faute du titulaire
7.1 Opérations de vérifications	28.2 Délais de vérification
10. Pénalités de retard	14. Pénalités pour retard
10.2 Pénalités de retard dans l'exécution des prestations	27.1 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

15. ANNEXES

- Annexe 1_Règles relatives à la protection des données personnelles
- Annexe 2_Modèle de facture

1. Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat. Les traitements effectués par le titulaire dans le cadre du présent marché ont pour finalité exclusive la réalisation des prestations commandées au titulaire par l'acheteur, telles qu'elles sont décrites et approuvées par les Parties dans les documents contractuels.

Il est rappelé qu'aux termes de ses engagements contractuels le titulaire accomplit les prestations suivantes en vertu desquelles l'acheteur lui confie tout ou partie des traitements de données qu'il décide. Le titulaire déclare qu'il est en principe et sauf dérogations ci-dessous, et avec lui son personnel, seul destinataire des données faisant l'objet des traitements accomplis par lui-même pour le compte de l'acheteur, mais qu'il peut en partager la connaissance avec ce dernier.

Le titulaire pourra sur injonctions des autorités judiciaires ou de police, communiquer toute information susceptible de comporter des données, ce dont elle informera l'acheteur.

2. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- garantir la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- garantir la sécurité physique et logique des données et des moyens techniques qu'il met en œuvre pour les besoins de l'exécution du marché
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

✓ Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 15 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

✓ Droit d'information des personnes concernées

Les parties conviennent que l'acheteur, en tant que responsable des traitements effectués en vertu du présent marché, assure et garantit l'exercice de leurs droits aux personnes dont les données sont traitées. Le titulaire collabore à la mise en œuvre effective de cette obligation légale de l'acheteur sur demande de ce dernier, qui fait son affaire personnelle du respect des obligations de l'acheteur vis-à-vis des personnes concernées et à l'égard des autorités de contrôle.

Le titulaire s'engage à aider l'acheteur par des mesures techniques et organisationnelles appropriées à respecter les droits des personnes concernées et à collaborer avec l'acheteur afin que cette dernière donne suite aux demandes des personnes concernées qui la saisissent sur ces fondements.

À cet égard, le titulaire communiquera sans retard à l'acheteur et au plus tard sous vingt-quatre heures ouvrées toute demande, plainte ou observation reçue directement des personnes concernées sans y répondre, sauf autorisation contraire et instructions précises données par l'acheteur.

✓ **Exercice des droits des personnes**

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@epf-occitanie.fr

✓ **Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans les plus brefs délais et au maximum dans le délai de 24 heures après la découverte de la violation et par le moyen suivant : par mail à l'adresse suivante : dpo@epf-occitanie.fr
Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données);
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu. Le titulaire s'interdit de procéder à la notification de la violation de données à caractère personnel auprès des autorités de contrôle (CNIL), sauf instructions écrites contraires et détaillées de l'acheteur. Le titulaire s'engage à exécuter toute mesure raisonnable que l'acheteur estimerait adéquate pour remédier à la violation de données, y compris pour en atténuer les conséquences négatives. Le titulaire s'interdit toute communication à des tiers d'informations sur la violation, sauf s'il y est contraint par la loi ou par les autorités judiciaires ou de police. Sous réserve de cette contrainte légale, l'acheteur est seul libre de rendre publique la violation de données, y compris si celle-ci n'est pas susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes concernées.

✓ **Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations**

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

✓ **Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité des données adapté aux risques. En particulier, le titulaire s'engage à les protéger contre toute destruction, perte, altération, diffusion ou accès non autorisés de manière accidentelle ou illicite, notamment lorsque les traitements de données comportent des transmissions de données dans un réseau, ainsi que contre toute forme de traitement illicite ou communication à des personnes non autorisées et ce, compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités des traitements ainsi que des risques éventuellement identifiés.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

✓ **Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire et de ses sous-traitants éventuels. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction des fichiers de données à caractère personnel.

✓ **Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

✓ **Registre des catégories d'activités de traitement**

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

✓ **Documentation**

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

3. Obligations de l'acheteur

Il est rappelé que les données doivent être traitées de manière licite, loyale et transparente, pour des finalités déterminées, explicites et légitimes. Il est également rappelé que seules des données adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités peuvent faire l'objet de traitement. Chacune des parties doit respecter la réglementation applicable à la protection des données à caractère personnel et mettre en œuvre les procédures et les moyens nécessaires à son application.

L'acheteur a conscience que l'exécution par le titulaire de certains traitements de données dans le cadre de l'accomplissement de ses prestations, ne saurait dispenser l'acheteur du respect de ses obligations en qualité de « responsable de traitement ». En particulier, l'acheteur doit documenter la conformité des traitements qu'elle opère pour son compte et de ceux dont elle confie la réalisation au titulaire dans le cadre du présent marché. Les obligations légales que souscrit le titulaire en tant que sous-traitant de données à caractère personnel ne dispensent pas pour autant l'acheteur de respecter ses propres obligations légales en qualité de « responsable de traitement ».

A l'effet de vérifier la bonne conformité de leurs pratiques et des obligations réciproques souscrites en vue du respect de la réglementation applicable aux données personnelles, les Parties conviennent d'opérer au plus tard à la date anniversaire du marché une revue annuelle des règles définies au présent marché et de les adapter si nécessaire.

Le titulaire s'engage à coopérer avec les autorités de protection des données compétentes, notamment en cas de demande d'information qui pourrait lui être adressée en cas de contrôle, notamment si le contrôle devait viser l'acheteur. En cas de requête de divulgation de données personnelles provenant d'une autorité administrative ou judiciaire reçue par le titulaire, cette dernière s'engage à en informer immédiatement l'acheteur, sauf lorsque la divulgation d'une telle demande est prohibée, telle qu'une interdiction prévue par le droit pénal afin de préserver la confidentialité d'une enquête de police.

ANNEXE 2 – MODELE DE PRESENTATION DE FACTURE

Nom du titulaire du marché : Adresse : Siret :	
Objet de la prestation	
Référence du marché	
Numéro d'engagement juridique (commande)	
Direction/Juriste EPF référent(e)	
Montant total de la commande	
Montant des prestations exécutées et payées	
Montant des prestations facturées € HT	
Taux de TVA	
Montant des prestations facturées € TTC	
Solde	
Montant des débours (joindre les factures)	
Numéro de compte à créditer (joindre un RIB)	